



Parcoursup : les profs sont le réceptacle de la colère

Près de quinze jours après la délivrance des premiers résultats, un tiers des candidats n'ont toujours pas d'affectation pour la rentrée prochaine. Dans les classes de terminale, à deux semaines du baccalauréat, les professeurs principaux deviennent les réceptacles de la colère et de l'inquiétude. Tout a commencé par une incompréhension. Lors de la découverte des premiers résultats sur la plateforme Parcoursup, le soir du 22 mai, une bonne moitié des 810 000 candidats ont eu la mauvaise surprise de constater qu'ils étaient sur liste d'attente. Certains cultivent toutefois l'espoir d'un retournement de situation rapide et s'imaginent acceptés dans la filière convoitée. D'autres, placés à des rangs plus ou moins éloignés, commencent à échafauder des plans de secours et se demandent ce qui a pu pécher. Le 4 juin, plus de 200 000 élèves, soit environ 30 % des candidats, ont confirmé un vœu définitif deux semaines après. 600 000 ont reçu au moins une réponse depuis l'ouverture de la plateforme. À leur décharge, les élèves n'étaient pas préparés à cela. Depuis des mois, les voix officielles du gouvernement, les députés et ministres répétaient à l'envi que Parcoursup, le successeur d'APB, serait plus efficace et surtout plus « humain ». En théorie. La ministre Frédérique Vidal a beau avoir justifié d'avoir mené cette réforme tambour battant pour « sécuriser » la rentrée, difficile de voir un succès absolu dans la procédure. Plusieurs candidats ont eu de belles frayeurs lorsqu'ils ont vu leur vœu définitif s'évaporer après l'avoir bien confirmé. Ceux-ci avaient réalisé la manipulation sur l'application mobile, vantée par le ministère – mais à éviter à tout prix, conseille le rectorat de Versailles. Sans compter que la révélation de cette attente, prévisible pour qui maîtrise la science des algorithmes, ne s'est faite que tardivement. Le matin même de la divulgation des premiers résultats, la ministre a concédé que 400 000 futurs étudiants n'auraient pas de réponses à l'issue de la première phase. En effet, cette attente découle de la nouvelle architecture du système. Désormais, les vœux ne sont plus hiérarchisés. Au temps d'APB, les élèves classaient leurs demandes par ordre de préférence. L'algorithme se chargeait d'attribuer les affectations en fonction du classement établi par le candidat et les places disponibles. Bien entendu, tout le monde n'était pas satisfait, notamment à cause du manque de places endémique dont souffre l'université. Mais aujourd'hui, avec Parcoursup, le classement s'opère en amont, par les universités qui se chargent de sélectionner leurs futurs étudiants selon des critères opaques et locaux. Politiquement, le risque est élevé. La transformation impulsée doit réussir. Depuis des mois, Frédérique Vidal fait œuvre de « pédagogie » sur sa réforme, sillonnant les médias pour expliquer que cette loi relevait d'une nécessité impérieuse pour mettre fin au décrié tirage au sort. Lequel n'a jamais concerné guère plus qu'1 % des candidats mais a été un prétexte rêvé pour bouleverser de manière profonde l'accès à l'université. Une partie des enseignants et des étudiants ne s'en sont pas laissés conter. Ils ont protesté et la ministre ne les a jamais écoutés ni entendus, quitte à se les aliéner de manière durable. Mais au ministère, plusieurs explications sont avancées pour expliquer ce stress. D'abord, la nouveauté du système. Puis les opposants politiques que la ministre blâme. Frédérique Vidal les accuse de multiplier les fausses informations pour nuire à la réforme et de fait instiller de l'angoisse chez les jeunes et leurs parents. Pour le ministère de l'enseignement supérieur, le précédent système en concentrant les échéances autour de trois dates était encore plus anxiogène que Parcoursup. On met en avant l'accompagnement mis en place, avec un numéro vert, pour éteindre inquiétudes et interrogations. Mais dans le monde réel, les éléments de langage les mieux aiguisés ne parviennent pas à apaiser l'angoisse des jeunes qui rafraîchissent frénétiquement le site d'affectation pour mesurer leur avancée dans les files d'attente. Aujourd'hui, des enseignants ont un goût amer. Ils ont dû, contre leurs principes souvent, devenir les adjouvants d'une réforme qu'ils rejettent. Ils ont aussi eu à guider les élèves dans le labyrinthe de l'orientation, souvent à l'aveugle car les informations dont ils disposaient n'arrivaient qu'au compte-gouttes et de manière parcellaires. Il a fallu endosser les doutes des jeunes. Les enseignants racontent s'être sentis encore plus concernés par ce processus mais aussi plus angoissés pour le devenir de leurs élèves. Dans les classes, les situations sont disparates. Les têtes de classes ont souvent vu leurs souhaits exaucés. C'est le cas dans la terminale littéraire de

Thibaut Poirot, professeur d'histoire-géographie et professeur principal dans un lycée de Champagne-Ardenne. Une semaine après le début de la procédure, trois de ses 36 élèves n'avaient aucune proposition. La proportion était plus élevée au départ. Avant le dévoilement des résultats, explique l'enseignant, ses élèves n'étaient pas particulièrement sujets au stress. « Ils ne l'ont pas extériorisé mais 24 heures avant ils se sont demandé s'ils n'avaient pas raté leur vie. Mais dans une certaine mesure, ils savent qu'ils se dirigent vers une société encore plus stressante que Parcoursup », raconte-t-il. À Montgeron, dans l'Essonne, pour une partie des élèves de Sophie Vénétitay, enseignante en sciences économiques et sociales et elle aussi professeure principale, le bilan intermédiaire de Parcoursup est « globalement négatif » jusqu'à maintenant. Le soir du 22 mai, sur 35 élèves, 21 étaient « en attente » partout ou avaient reçu des « non ». Le lendemain, en cours, raconte-t-elle, il est difficile pour eux de faire bonne figure. Leur professeure a essayé de les rassurer tant bien que mal. « Mais il y avait une incompréhension forte. Certains ne comprenaient pas pourquoi ils étaient si loin sur liste d'attente. Je les ai écoutés et j'ai essayé de les reconforter mais ça n'a pas empêché un élève de me dire : "On nous a menti, ça ne fonctionne pas mieux qu'APB. Je suis en attente partout." » Maud Ehrhard, enseignante de sciences et techniques de la santé et du social en lycée technologique à Saint-Denis et professeure principale d'une classe de terminale ST2S, dresse peu ou prou le même constat que sa collègue de l'Essonne. Sur 28 élèves, huit ont reçu des oui fermes et les 20 autres étaient sur liste d'attente. Avant la communication des résultats, sa classe « ne savait pas trop à quoi s'attendre » mais ils pensaient qu'ils « auraient toujours quelque chose ». Notamment car leur professeur leur a enjoint de postuler dans des filières non sélectives en plus de leur IUT et BTS. Dans ces moments-là, rapporte Maud Ehrhard, la professeure se mue en conseillère d'orientation et en stratégies scolaires. Et pour cause, ces élèves n'ont pour la plupart pas de support familial. Ils viennent de familles défavorisées et sont presque tous boursiers. À elle de pallier ce manque. Thibaut Poirot a lui aussi essayé de limiter les dégâts en incitant « avec fermeté » ses élèves à ne pas se contenter de solliciter des filières sélectives, comme les classes préparatoires, très demandées, où mathématiquement les élèves ont moins de chances de décrocher des places. Il est difficile d'expliquer quelque chose qui n'est pas rationnel. Quand les résultats sont tombés, il y a eu un regain de stress, généré par Parcoursup, mais aussi les conseils de classe. Maud Ehrhard a noté que ses élèves sont beaucoup plus déconcentrés que d'habitude, notamment parce qu'ils consultent de manière frénétique leur dossier sur Parcoursup afin de mesurer leur évolution dans les files d'attente. « Entre le 22 et le 28, cela a bougé assez rapidement avant de stagner la deuxième semaine. C'est de fait difficile de leur expliquer quelque chose qui n'est pas rationnel, les rangs en file d'attente sont un peu anarchiques, on ne comprend pas comment sont opérés les choix. C'est nouveau, nous n'avons aucun recul. Il n'est pas évident de donner les bonnes réponses et leur conseiller d'abandonner ou de confirmer tel ou tel vœu », explique encore l'enseignante en lycée technologique. Annabelle Allouch, maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Picardie et auteure de *La Société du concours*, considère que le processus de sélection introduit par le biais de Parcoursup s'inscrit dans la même logique que celle des concours. Et ce y compris « s'il ne s'agit pas de passer une épreuve anonyme dans des conditions d'égalité, il y a une logique de classement des candidats par l'institution, une mise en concurrence et une attente pour être placé dans une case ». Parcoursup aboutit à la création d'une nouvelle catégorie « en attente », inconnue de la sociologie de l'éducation qui a l'habitude de composer avec les admis ou les recalés, explique Annabelle Allouch. L'attente devient une norme sociale qui n'est plus cantonnée aux classes préparatoires sélectives. « Elle matérialise la soumission aux normes de l'institution, cela force à reconnaître la domination de l'institution et place les candidats dans une position d'incertitude », précise-t-elle. Pour éviter de vivre cette situation inconfortable, il faut « monnayer son entrée dans le privé » ou « avoir un excellent dossier », même si l'opacité du système rend la chose moins aisée car de bons élèves n'ont pas été rétribués à hauteur de leur « mérite » supposé. De toute façon, la logique ne semble pas être ce qui a guidé Parcoursup eu égard à certains résultats surprenants. Thibaut Poirot a constaté par exemple que de bons élèves, avec un dossier bien ficelé et de bonnes appréciations sont en attente dans des universités qui ne sont pas les plus prestigieuses. D'autres au contraire sont admis d'office alors que le professeur pensait qu'il n'était pas « opportun » de postuler dans la filière choisie. « Je m'attendais à ce qu'ils entrent dans le "oui si" mais aucun élève n'a eu ce type de réponse », ajoute l'enseignant. Le ministère

assure que 135 000 filières de remise à niveau sont mises en place dans le cadre de cette réforme mais aucun élève de ses trois classes n'a été orienté vers cette option. Même constat pour Sophie Vénétiay qui rapporte le cas de cette élève de terminale S, brillante avec 18 de moyenne, qui se retrouve en attente pour une licence de mathématiques. De fait, une « inquiétude folle » gagne ses troupes. « Depuis une semaine, ils sont plus stressés et me tiennent au courant de leur évolution dans les listes d'attente. Ils ne sont pas dans de bonnes dispositions pour passer le bac. Certains me disent qu'ils ne voient pas l'utilité de passer l'examen ou se demandent même s'il ne vaut pas mieux redoubler pour optimiser son année de terminale. D'autres me demandent où cliquer pour confirmer ou rejeter des vœux mais sont angoissés par la perspective de faire une mauvaise manipulation. Ce n'est ni humain, ni un progrès. » Du reste, Thibaut Poirot se retrouve à « faire un peu de forcing » pour que les jeunes acceptent l'une des propositions quand bien même elle ne serait pas leur premier choix. Il souhaite que ceux-ci aient malgré tout « quelque chose qui s'approche de leur désir d'orientation ». Sophie Vénétiay est quelque peu dépitée. À la fin de la semaine, encore 15 élèves étaient toujours en attente. Certains doivent se replier sur leur plan B. Ce qui l'agace est qu'en définitive, il sera impossible de dresser un bilan qualitatif de Parcoursup pour déterminer quels élèves se sont rabattus sur leurs vœux de secours puisque la hiérarchie des vœux a été supprimée. « La communication de la ministre a été redoutable. D'un point de vue quantitatif, tout le monde aura une place mais combien auront vraiment décroché leur vœu préféré ? » Thibaut Poirot lui aussi est en colère quand il entend les ministres, les députés LREM, ou les débats à l'assemblée nationale évoquant cette loi dont les premiers effets sont largement contrastés. « On nous demande de vendre une réforme qui n'existe pas. Ces députés disent que le système sera plus humain mais oublient de préciser que tout le monde aura une place sans dire que ce sera là où il reste de la place. C'est une formulation qui est naturellement ambiguë. C'est comme dire qu'on a supprimé l'algorithme : c'est faux, on a deux niveaux d'algorithme désormais. Prétendre le contraire n'est pas sérieux. » Maud Ehrhard juge la réforme « faite à la hâte et pas suffisamment réfléchie » même si elle ne doute pas des « bonnes intentions » qui ont présidé à ses destinées. Elle s'interroge surtout sur la capacité de celle-ci à remédier aux inégalités car « on voit que l'université ne veut pas des élèves qui viennent de chez nous... ». Pour elle, l'absence de transparence dans les modalités de sélection est « limite sur le plan éthique ». Au-delà des attentes des uns et des autres, qui finiront par se résorber, cette réforme a déjà produit ses effets et réactivé de vieux réflexes. Depuis des années, Thibaut Poirot se bat contre « le fatalisme » qui règne dans l'esprit de ses élèves, issus de cette France populaire et rurale. « Ils se disent que les filières prestigieuses ne sont pas pour eux, ils se voient comme les éternels sacrifiés. Déjà, la région est pessimiste. Le lieu où on habite contribue autant que les résultats scolaires dans la représentation de vous-même. Là, ils voient qu'ils ne sont pas les centres de monde. » Malgré tout, ils gardent espoir et s'arment de patience avec « le pessimisme en bandoulière ». L'enseignant constate déjà que leurs « rêves de mobilité » sont contraints. Ils se voient à Nancy ou Bordeaux mais n'osent pas aller à Paris, « le centre du monde universitaire ». Avec ce nouveau système, il craint que cela ne s'aggrave un peu plus et que l'injustice s'installe. Les élèves de quartiers populaires sont eux aussi en proie à une dévalorisation forte. Maud Ehrhard le constate dans sa classe. « Le pire, c'est qu'ils n'ont pas été choqués d'être en attente partout. Ils ont déjà à la base un sentiment de rejet et de relégation sociale très fort. Ils ne sont pas étonnés », constate-t-elle avec tristesse. Eux aussi portent en eux une forme de défaitisme – celui de n'être pas né au bon endroit. Bien sûr, rien n'est aussi figé puisque l'enseignante raconte que cinq très bonnes élèves sont admises dans des filières difficiles à intégrer d'habitude. Mais d'autres bons éléments sont en attente et ressentent de l'injustice. « En réalité, ce nouveau système va fragiliser les plus fragiles et des élèves vont se sentir laissés pour compte », constate-t-elle. À terme, Annabelle Allouch craint que ce système, déjà anxiogène au demeurant, engendre « une crise de confiance à l'égard de l'institution scolaire pour les élèves qui n'auront plus foi ». La sociologue considère aussi que ces modalités d'accès à l'enseignement supérieur vont créer une « stratification » des universités entre d'un côté les meilleures et de l'autre les moins prisées, celles de « relégation ». Cette concurrence va de fait nourrir « l'autocensure, les stratégies d'aspirations raisonnables qu'on voit chez les filles et les garçons. On pense au cas où le plan A deviendra le plan B en mettant de côté tous les critères fondés sur un goût disciplinaire ». Précisément ce que Parcoursup est censé éviter.